

3 LE SOLIDAIRE

BULLETIN TRIMESTRIEL - Janvier - Février - Mars 2024

Membres, du Comité de Direction Régionale du Forum IGAD/Société civile,
Organisation dotée d'un statut d'observateur auprès du COMESA
Membre du réseau Euro-méditerranéen de la Solidarité

O.N.G ♦ ORGANISATION FONDÉE EN 1992 - 2024 / 32 années au service de la Solidarité

UNION EUROPÉENNE/BENDER DJEDID/INITIATIVES CLIMAT

Bilan à mi-parcours du projet de plaidoyer pour les politiques et projets numériques

L'atelier du 25 janvier 2024 s'est déroulé en présence, outre le coordinateur du projet, M. Sadèque qui est le Secrétaire Général, le chef de projet du plaidoyer, M. Mohamed Said Seif, d'une représentante du ministère de la communication chargé des postes et des télécommunications, du Secrétaire Général du Ministère délégué chargé de l'Economie Numérique et de l'Innovation, d'une représentante de la délégation de l'Union Européenne à Djibouti, d'une représentante de la Banque Mondiale, de la Cheffe de mission du Programme d'Appui à la Société Civile (PASOC), de 14 experts locaux et des représentants d'une quarantaine d'associations de la société civile de Djibouti ville et de onze associations des régions de l'intérieur.



En visioconférence, cette réunion de travail a également vu la participation de l'assistant technique du projet Monsieur Paul Guédon et du codemandeur Initiatives Climat basé au Maroc représenté par la présidente Madame Meriem Houzir.

Au cours de cet atelier, le Secrétaire Général de Bender-Djedid et coordinateur du projet, M. Sadèque, a brièvement rappelé les objectifs du plaidoyer, avant de donner la parole à l'expert du projet, M. Paul Guédon, et le codemandeur, Initiatives Climat, représenté par M. Benoît Théau, qui ont présenté la méthodologie et l'organisation des travaux pour la construction du plaidoyer et un premier bilan des participants.

Ensuite, cinq OSC, représentatives de toutes les OSC qui agissent sur l'ensemble de la République de Djibouti, ont présenté les cinq problématiques qui se sont dégagées lors des différents débats depuis la réunion de lancement du 13 mars 2023. Des interventions riches et variées qui ont constitué l'objet des débats qui ont suivi.

A la suite de ces exposés, les autorités et les partenaires au développement ont été invités à faire part de leurs commentaires, remarques, avis et suggestions.

La plateforme collaborative, des chiffres clés du projet et une synthèse ont également été présentés à l'occasion de cette réunion.

Dans le cadre du projet « Plaidoyer sur les politiques et projets numériques », l'ONG Bender Djedid a organisé le jeudi 25 janvier 2024 un atelier axé sur le bilan à mi-parcours. Cet atelier survient après 5 réunions d'intenses débats organisées périodiquement durant l'année 2023. A savoir que, toujours dans le cadre de ce projet, 3 autres réunions de travail auront lieu au cours de cette année 2024 avant la restitution finale, prévue pour le mois de juin 2024.

En effet, le projet « Plaidoyer sur les politiques et projets numériques », est financé par l'Union Européenne et mis en œuvre par Bender-Djedid avec comme codemandeur Initiatives Climat.

Le projet a pour objectif de mobiliser une cinquantaine d'associations de la société civile djiboutienne afin d'identifier les services numériques dont leurs membres ont besoin. Ceci dans tous les domaines de la vie quotidienne (éducation, formation, santé, développement économique et social, environnement, etc.).

Ainsi, après plusieurs réunions de travail, ces associations présenteront une synthèse de leurs besoins à des représentants du gouvernement et à des bailleurs de fonds. En finalité, l'objectif est de convaincre ces acteurs (gouvernement et bailleurs de fonds) de soutenir la mise-en-œuvre des services numériques défendus dans ce plaidoyer.



A ce sujet, en matière de numérique, les principaux besoins exprimés par les OSC tournent autour de 5 thématiques :

- Poursuivre la formation des OSC en matière d'organisation et de conduite de projets. Car l'efficacité des outils numériques repose d'abord sur une meilleure organisation des pratiques.
- Pouvoir accéder à Internet dans de bonnes conditions (réseau, coût, matériel). Compte tenu de l'intérêt général de leurs missions, les OSC doivent pouvoir bénéficier de conditions techniques et tarifaires particulières. Bénéficier d'un accompagnement et de ressources numériques. Notamment grâce à un dispositif adapté aux besoins des OSC : Espaces publics numériques de proximité, plateforme de ressources numériques, formations à distance...
- Besoin de faciliter les coopérations entre OSC. En modernisant les moyens de communication entre les OSC : annuaire fiable et actualisé des OSC et de leurs projets, boîte à outils numériques facilitant les coopérations...



- Besoin de renforcer les coopérations entre les OSC avec les pouvoirs publics et les bailleurs de fonds. En facilitant, d'une part, une meilleure

- information sur les capacités d'agir des OSC, et d'autre part, sur les appels à projets et autres soutiens proposés par les pouvoirs publics et les bailleurs de fonds.

Le point avec...

Le Secrétaire général de l'ONG Bender-Djedid et coordinateur du projet

« Ce projet est financé par l'Union Européenne dans le cadre d'appui aux organisations de la société civile. Objectif : leur permettre d'être des véritables acteurs dans le développement socio-économique du pays et renforcer leurs capacités.

Le projet de plaidoyer pour les politiques et projets numériques a pour but d'élaborer des recommandations stratégiques et opérationnelles afin d'appuyer les activités des organisations de la société civile. A cet effet, il mobilise une cinquantaine d'associations djiboutiennes afin d'identifier les services numériques dont leurs membres ont besoin, dans tous les domaines de leur vie quotidienne. Après plusieurs réunions de travail, des responsables de la société civile vont présenter une synthèse de leurs besoins à des représentants du gouvernement et à des bailleurs de fonds. L'objectif sera alors d'essayer de convaincre ces acteurs de soutenir la mise en œuvre des services numériques défendus dans ce plaidoyer.

Il faut savoir que la réussite de ce projet repose aussi sur une participation active à ces travaux, de représentants de l'Etat, des collectivités, d'organisations internationales et de bailleurs de fonds. »





CHIFFRES CLES DU PROJET (Année 2023)

PARTICIPATION À AU MOINS UNE RÉUNION



RÉPARTITION PAR GENRE



ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES PARTICIPANTS



PRINCIPAUX ÉVÈNEMENTS

- 2023 : 1 réunion officielle de lancement, 5 réunions du Groupe de travail, 3 réunions en région
- À venir en 2024 : 1 réunion de bilan Intermédiaire, 3 réunions du Groupe de travail, 1 réunion plénière de restitution du plaidoyer, la publication du Plaidoyer

POUR PLUS D'INFORMATION ET CONTRIBUER À LA RÉALISATION DU PLAIDOYER

PROJET PLAIDOYER NUMÉRIQUE

WWW.RESEAU3D.ORG



PROJET PLAIDOYER SUR LES POLITIQUES ET PROJETS NUMÉRIQUES

LE NUMÉRIQUE, UN LEVIER
DE DÉVELOPPEMENT
POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE
DE DJIBOUTI

+ 253 21 35 75 65

ongbenderjedid@gmail.com

Cité Saoudi

www.reseau3d.org

JANVIER 2024

Comment le numérique peut-il accompagner le développement économique et l'entrepreneuriat vert ?

Le Groupe de travail s'est réuni pour la septième réunion le 19 février 2024, consacrée à la thématique « **Comment le numérique peut-il accompagner le développement économique et l'entrepreneuriat vert ?** ».

L'invité de cette réunion un expert du Benin qui a pour objectif d'aider le groupe de travail dans la réflexion de cette thématique, Monsieur Benoit Théau co-demandeur Initiatives climat, a introduit Monsieur Johannes Goudjanou du Benin, en visioconférence, qui agit dans l'entrepreneuriat vert. Utilise l'outil numérique dans son activité agroécologique. Il a été lauréat 2017 du prix COP 23 qui s'est tenu à Bonn en Allemagne. Il travaille dans la filière agroécologique et il a le souci de participer à la sécurité alimentaire de son pays. Il utilise beaucoup l'outil numérique pour faciliter les relations entre les producteurs et les consommateurs.



L'expert a fait une présentation pour partager son expérience en visioconférence sur les bonnes pratiques relatif au développement économique et l'entrepreneuriat vert dans son pays.

A la fin de sa présentation, un débat questions/réponses ont été organisées avec le groupe de travail, dont l'objectif est d'alimenter le rapport du plaidoyer par des recommandations spécifiques et réalisables à Djibouti.

Monsieur Johannes a expliqué concrètement comment le numérique et les QR code sont devenus des outils importants dans son activité. Il remercie Initiative climat de tout le concours qu'elle lui apporte dans son activité. Avec un groupe d'entrepreneur, dans le domaine de l'agroécologie, ils ont créé une plateforme : www.premiumhortus.com Le groupe d'entrepreneurs utilisent cette plateforme pour faire connaître leurs produits issus de l'agroécologie. En s'appuyant sur le numérique on peut optimiser l'irrigation. Avec l'utilisation des drones et des systèmes de télédétection on est en mesure de faire de l'irrigation précise. On peut choisir les meilleures

semences. L'agroécologie numérique permet aussi de mieux faire face à des enjeux importants. Citons entre autres une distribution plus compétitive avec la mise en place de circuit court de distribution avec la plateforme et un paiement sécurisé et un suivi environnemental efficace.

Au cours du débat, un intervenant a posé une question, « **qu'est-ce que vous pouvez nous conseiller pour développer notre agriculture et les implications du numérique par rapport à l'agriculture** ».

Il faut d'abord réunir tous les acteurs comme vous le faites aujourd'hui et partir des besoins. Il n'existe pas de solutions numériques passepartout. Il faut toujours contextualiser. Dans l'agroécologie, il existe toute une série de chaîne de valeurs notamment au niveau des semences. C'est sur toutes ces questions qu'ils faut travailler. Il faudra par exemple créer une plateforme d'accès à toutes les semences. Il faut surtout conjuguer les efforts de toute la profession pour obtenir le prix des intrants les meilleurs. Je crois aussi qu'il faut aussi s'appuyer sur les structures étatiques. Nous nous sommes du monde entrepreneurial donc c'est plus difficile d'obtenir l'appui de l'Etat. Ce qui n'est pas le cas pour vous qui êtes issus de la société civile. Vous pouvez obtenir aisément le soutien des structures étatiques. A la fin du débat entre le groupe de travail et l'expert qui était riche en animation, les représentants des OSC se sont penchés sur les autres questions suivantes autour de :

1. Quels services numériques pourraient répondre aux besoins des OSC qui regroupent et accompagnent des entrepreneurs à chaque étape de leur cycle de vie, de la création à leur développement.

2. Comment les entreprises du numériques peuvent-elles contribuer au développement d'usages et de services numériques adaptés aux besoins des OSC ?

Comment favoriser les échanges et les coopérations entre ces deux catégories d'acteurs de la société djiboutienne ? Quels services réciproques...?

3. Dans quelles conditions le numérique pourrait-il favoriser le développement des circuits courts à Djibouti ?

Toutes ces questions ont fait l'objet de débat, dans le groupe de travail, certains ont eu l'expérience sur le terrain, ont rencontrés des difficultés sur tout le plan et l'absence d'un soutien fiable, des solutions pratiques ont été proposées.



PLAIDOYER DU NUMERIQUE

Déplacement à Obock

Dans le cadre de la consultation élargie des OSC sur le plaidoyer du numérique, nous avons organisé deux déplacements dans les régions de l'intérieur, à Obock et Tadjourah .

Notre premier déplacement était à Obock **le 29 février 2024**, par voie maritime, Djibouti-Tadjourah, ensuite nous avons emprunté la voie terrestre pour se diriger à Obock qui est environ 63 km. L'équipe est composée du Secrétaire Général, de la responsable du suivi et du webmaster.



La réunion a eu lieu au siège de l'Association AADO, nous avons pris contact avec 10 associations intervenants dans diverses activités (**environnement, santé, éducation, migrations, changement climatiques agro-pastoral, culture, sport, artisanat...**).

Une série des questions ont été organisées autour de la fracture numérique et les problématiques rencontrées par les OSC, dans une discussion interactive.

La région d'Obock comme les autres régions ne disposent pas de la fibre optique sauf l'Adsl, qui est alimenté par voie hertzienne, seulement à l'usage du préfet et du conseil régional. La région dispose d'une agence de service Djib-Télécom.

Les associations utilisent les 4G pour leur travail associatif, comme facebook Whatsap, ils n'ont pas les moyens d'avoir un ordinateur ni une imprimante. Si besoin d'imprimer, les associations se déplacent dans les institutions publiques.

Les associations ont exprimés leur difficulté d'écrire un projet, ils ne sont pas accompagnés dans leur ambition, à noter que dans ces associations, il y'a un déficit des ressources humaines, la société civile est laissé à leur sort.

Face à ce constat, nous avons posé la question si un centre numérique pourrait répondre en partie à leurs besoins. Les responsables des associations ont vivement exprimés de voir se projet se concrétiser pour garantir une autonomie.

Ils ont aussi sollicité des accompagnements dans le domaine varié tels que : **Le montage des projets, la gestion administrative et financière, la communication, un portail pour les associations...**

En conclusion : Obock comme les autres régions manquent cruellement des moyens, une ambition affichée des OSC voir leur région se développe avec l'appui des autres acteurs.

Nous avons abordé avec eux toutes les questions liées dans le cadre du plaidoyer numérique.

La mise en place d'un centre Espace Public Numérique est une réponse immédiate pour pallier au manque des moyens en numérique. L'équipe a pris note de la demande pour présenter au groupe de travail.

PLAIDOYER DU NUMERIQUE

Déplacement à Tadjourah

Nous avons effectué notre deuxième déplacement dans le cadre de la consultation élargie des OSC des régions sur le plaidoyer du numérique, à Tadjourah un retour de 63 km par voie terrestre soit 126 km au total.

L'association E.V. A nous a organisé la réunion avec les associations de la région dans la salle du complexe sportif. Tadjourah compte environ 80 à 90 associations, région et les localités. Tadjourah dispose d'un ancien centre médical, un conseil régional et une préfecture. La CNSS et les autres institutions sont abrités dans le conseil régional.

Tadjourah bénéficie d'une activité économique récente, la région se développe avec le nouveau port, un hôtel de quatre hôtel, une banque et le service de djib-télécom....



Les associations de cette région compte beaucoup des hommes, les femmes ne représentent que trois, AFT, AFPE et une autre. Sept associations seulement disposent des sièges, quatre ont un équipement comme ordinateur et imprimante et une liaison internet.

Sur l'ensemble des associations présentes, trois associations se rappelaient du Centre Espace Public numérique installé en 2012.

Les associations relèvent ne voit pas l'utilité d'un cybercafé, un service qui n'est pas pratique en raison de plusieurs contraintes.

Les associations ont exprimé les besoins immédiats dans le domaine du numérique, ils cumulent du retard selon eux ; ils ont aussi recommandé **une formation en maintenance techniques** sur les équipements informatiques pour assurer un service inexistant.

Les associations ont fait part, que le lycée et le collège disposent que seulement des tablettes pour l'enseignement.

Les OSC ont exprimé le besoin de la mise en place **d'une bibliothèque numérique et des outils adaptés aux associations.**

Le Service Djib-Télécom a un service sur place à l'instar des autres régions. La connexion de l'internet à Tadjourah passe par le système hertzien basé à Arta, aucune ligne physique reliant Djibouti à Tadjourah.

La fibre optique est inexistante pour l'instant, un projet est envisagé pour alimenter semble-t-il le port et le corridor éthiopien, la région a sollicité la connexion lors de son passage.

Les associations ont exprimé le souhait **d'un centre EPN** pour pallier à des nombreuses difficultés, souhaitent aussi **la possibilité de faire des études à distance, à l'université de Djibouti ou à l'étranger,** il n'existe aucun d'autres moyens pour pallier à ses besoins.

Mettre en place un portail pour les associations de façon à organiser la société civile et la rendre plus visible pour les bailleurs de fonds.

Les OSC ont manifesté le désir de **la construction d'un centre** exclusivement conçu pour le numérique, de manière à garantir l'autonomie mais sous la responsabilité d'un ministère pour la prise en

charge du budget de fonctionnement et faciliter la disponibilité du réseau.

Le centre médical de Tadjourah fonctionne avec 3 médecins généralistes, 1 gynécologue et 5 pharmacies, un nouveau centre médical est en cours de construction pour Tadjourah et Obock.

En conclusion : Tadjourah comme Obock, existe un déficit en termes de ressources humaines au sein des

OSC pour conduire des projets de développement et assurer le bon fonctionnement interne de leur association

Une volonté manifeste à pouvoir contribuer dans la région, mais limiter par les formations, la construction d'une vision, l'organisation, la coordination, le mécanisme de lever des fonds.....

PLAIDOYER DU NUMERIQUE

Déplacement à Dikhil

Nous avons effectué une mission dans la région de Dikhil le 09 mars 2023, accompagné du co-demandeur Monsieur Benoit THEAU et le Secrétaire Général Monsieur Salah Sadek, nous sommes partis un vendredi sans pouvoir rencontrer tous les acteurs.

Notre premier entretien était avec Monsieur Djama Guedi ayant trois jardins à quelques kilomètres du chef lieu. Il s'agissait de prendre en compte les besoins en termes des outils numériques qui pourraient lui apporter des réponses.

Les jardins de Monsieur Guedi sont uniques en République de Djibouti et un exemple de développement dans le domaine de l'agriculture, plusieurs institutions nationales ou étrangères font un déplacement pour visiter.

Le codemandeur Monsieur Théau fait partie du réseau Initiatives Climat voulait à travers se déplacement connaître les moyens mis en place et les besoins souhaités.

Le deuxième déplacement était avec le Secrétaire Général du Conseil régional en présence de Madame Madina Mohamed, ancienne animatrice et point focal de l'ONG Bender Djedid qui sert toujours de relais.

La réunion à eu lieu au domicile du S.G pour aborder avec lui l'implication des OSC dans cette région, il nous a exprimé la difficulté des OSC malgré leurs implications, divers sujets ont été abordés au cours de l'entretien.



PLAIDOYER DU NUMERIQUE PAR VISIOCONFERENCE DIKHIL

La troisième réunion a été par visioconférence avec onze associations

regroupées au conseil régional en date 14 février 2024 afin de compléter le rapport de mission dans cette région. Les OSC ont souligné que 60 associations sont opérationnelles pour l'ensemble de la région dont 20 associations pour les femmes.

Certains membres ont exprimés le retard de la société civile dans beaucoup des domaines, ils ne disposent pas des outils et des équipements, les OSC ont aussi relevés que pour conduire des projets ou pour accéder aux fonds, n'ont pas des moyens de visibilité



ou de communication, une faiblesse des capacités en termes des ressources humaines existent au sein des associations, Dikhil est une région enclavée, mais les atouts sont visibles, Dikhil sert de corridor aux camions Ethiopiens, des projets agro-pastoraux peuvent être réalisés comme le tourisme, l'artisanat et la vente en ligne des produits artisanaux ainsi que la gestion des déchets.

Djib-Télécom dispose d'un service des abonnés, la fibre optique n'est pas installée sauf un débit moyen est utilisé par le conseil régional et les autres institutions.

Les OSC relèvent que le débit est très faible et l'absence d'un réseau efficace d'internet, les 4G ne couvrent pas toutes les localités.

Les associations utilisent pour leurs travaux les 4G pour se connecter et effectués le travail quotidien.

La faiblesse du débit, empêche les acteurs de s'impliquer d'avantage, souhaiteraient faire des formations à distance et de disposer des formations pour renforcer les compétences et avoir une visibilité des OSC.

La question a été posée de l'utilité de mettre en place d'un Centre Espace Public numérique et s'il va répondre aux besoins des OSC.

Les OSC se rappelaient du centre, qui a appuyé les associations, le collège et le Lycée ainsi que l'administration, les OSC ont exprimé de revoir un centre numérique avec un autre format.

Renforcement des capacités des membres des OSC, variétés de formations pour les responsables, gestion financière et administrative
.....

En conclusion : Les moyens sont faibles en termes de ressources humaines, les infrastructures de Djib-Télécom n'apportent pas aussi des réponses. Les OSC ne sont pas accompagnés et ne disposent pas des moyens pour le lever des fonds.

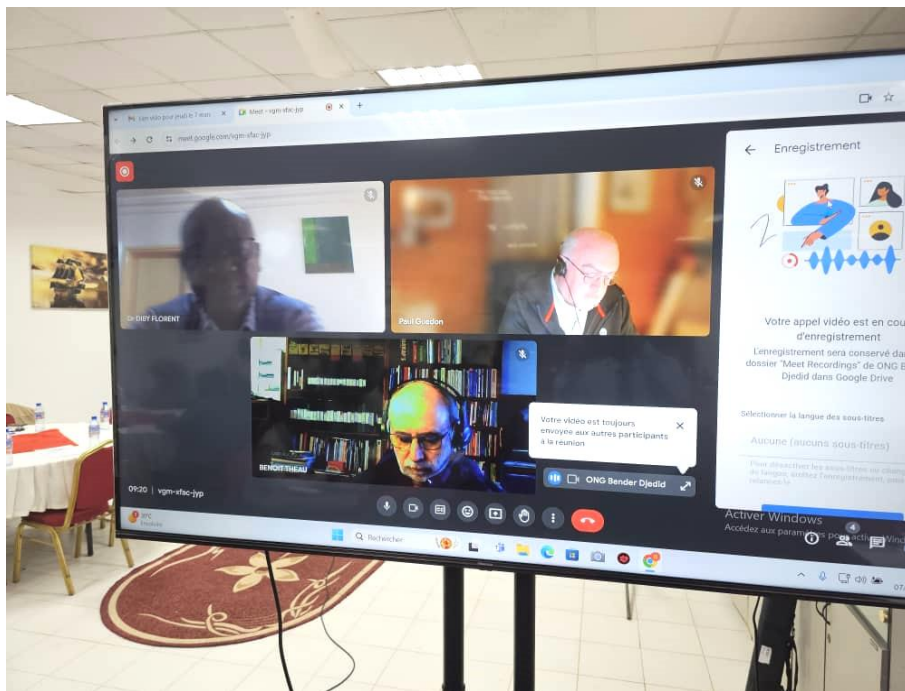
PLAIDOYER DU NUMERIQUE

Huitième réunion du groupe de travail

Le groupe de travail a tenu sa huitième réunion le 07 mars 2024 au centre de conférence de l'ONG Bender Djedid sous le thème « **Comment pensez-vous que le numérique peut aider les Organisation de la Société Civile dans leurs actions d'information, d'éducation et de prévention qu'elles mènent dans les domaines de la santé et du bien-être ?** ».

Monsieur Paul GUEDON assistant technique, Benoit THEAU codemandeur et le Docteur étaient DIBY Kouakou Florent en visioconférence.

L'équipe locale en charge de l'animation était présente : Le chef de projet, le responsable suivi, le webmaster, le comptable et le coordinateur



Présentation de l'expérience ivoirienne par le Docteur DIBY Kouakou Florent, Président de la Société ivoirienne de Télémédecine.

Il s'agit de voir comment les OSC qui œuvrent dans les questions de la Santé, de la prévention et du bien-être peuvent en s'appuyant sur le numérique en s'inspirant de cette expérience.

Une brève présentation du Dr **DIBY Kouakou Florent** par Benoit Théau sur son implication « *C'est toujours un plaisir de mettre en relation de gens engagés dans la société civile pour bénéficier des expériences des uns et des autres. Docteur DIBY Kouakou est cardiologue spécialiste de cardiologie infantile et congénitale au CHU de Bouaké qui est une ville située au centre de la Côte d'Ivoire au Nord d'Abidjan. Il est aussi spécialiste en télémédecine c'est l'objet de son intervention aujourd'hui avec nous. Il est aussi Enseignant Chercheur en qualité de Maître-Assistant à l'Université Alassane Ouattara de Bouaké et Président de la société Ivoirienne de télémédecine et il superviseur-adjoint du projet de télé cardiologie de Bouaké. C'est la*

personne référence en télémédecine de l'Afrique et peut-être même au-delà et nous avons la chance de l'avoir avec nous et nous le remercions de nous accorder un peu de son temps pour nous éclairer sur le sujet ».

Il a fait un exposé sur le concept le concept du **One health** « une seule santé » en français, tient compte de ces liens complexes dans une approche globale des enjeux sanitaires. One Health vise à promouvoir une approche pluridisciplinaire et globale des enjeux sanitaires. D'où vient cette approche et en quoi consiste-elle ? On a compris que la santé ce n'est pas seulement l'absence de maladie comme le définit l'OMS, mais c'est un état de bien-être mentale, physique et sociale et que l'environnement est important. La santé c'est un tout, un ensemble d'où les questions d'environnement et d'énergie. Je suis avec intérêt vos travaux et je suis heureux aujourd'hui de partager avec vous comme on me l'a demandé mon expérience dans la télémédecine et les défis de santé en Afrique, notamment l'Afrique Subsaharienne. Ce

qui entre dans le champ de la télémédecine. Premièrement c'est un acte médical, à ne confondre avec l'E-santé qui est le fait d'aller chercher une information médicale sur le net. C'est lors de la crise du Covid-19 que la télémédecine a montré toutes ces possibilités. La télémédecine est une consultation à distance.

Dans son exposé parmi les diapos présenté, Dr. Diby montre à travers des graphiques la forte de corrélation entre mortalité infantile, espérance de vie à la naissance et le niveau de revenus. Ainsi, en Afrique le continent le plus pauvre la mortalité infantile, la mortalité infantile est la plus élevée et l'espérance de vie à la naissance la plus courte. Il estime que le développement de l'e-santé et la télémédecine pourraient contribuer avec d'autres actions l'espérance de vie à la naissance probablement par le moyen d'améliorer l'accès aux soins. Par exemple dans un pays moyennement vaste, la télémédecine a permis d'éviter un million de kilomètres de trajet. Cela représente un gain économique en termes de transport pour le patient. Elle permet de rapprocher la santé des populations et améliorer l'environnement socio-économique.

Durant quarante-cinq minutes le Dr. Diby déroule une présentation sur PowerPoint de ce qu'est la télémédecine et les bénéfices qu'elle procure. En conclusion six points importants qu'il faut noter concernant la télémédecine en Afrique /

- La télémédecine est réalisable en Afrique Subsaharienne
- Il existe des défis techniques et technologiques mais ils sont mineurs
- L'accès à internet est une condition sine qua non bien entendu, on recommande la télé expertise qui évite les aléas des coupures l'internet
- Une volonté politique fondée sur les besoins
- Une formation en e-santé et télémédecine
- L'exemple réussi de la Côte d'Ivoire le démontre



Échanges sur cette expérience et sur les problèmes d'accès aux soins entre l'expert et le groupe de travail :

Monsieur Paul Guédon, Expert du projet : « 'est une expérience très, très intéressante. On peut la transposer sur pleins de choses dans le plaidoyer, ce n'est pas seulement une technologie, c'est aussi derrière aussi une organisation, une démarche d'évaluation, un grand merci ».

Dr. Saad, médecin spécialiste ORL : « Remercie Bender-Djedid pour une telle initiative et surtout de parler de télémédecine à Djibouti. A Djibouti, nous avons environ 450 médecins généralistes et le nombre de spécialiste varie entre 120 et 130 spécialistes pour une population estimée à un million d'habitants. On a environ dizaine spécialistes par spécialité. Tout son concentré sur la Capitale de Djibouti ville. Nous avons deux grandes structures hospitalières l'hôpital Général Peltier avec 450 lits et l'hôpital de Balbala qui a presque 500 lits et une maternité Dar El Hanane où est concentrée toute la natalité. Tout est concentré à Djibouti et on dispose deux hôpitaux l'un à Ali Sabieh, un autre à Arta et enfin en construction à Tadjourah. Grâce à l'internet on arrive à aider nos collègues généralistes dans les régions. Nos collègues dans les régions sont souvent amenés à se déplacer dans les localités reculées de l'intérieur et ils nous envoient souvent des clichés par WhatsApp car le réseau est souvent pas existant dans certaines localités, c'est ainsi qu'ils nous arrivent de les aider avec toutes les imperfections dues à l'absence d'internet. Dans ces conditions il

est difficile de faire un bon diagnostic. A Djibouti on a bien tenté d'installer une structure de télémédecine en collaboration avec un hôpital indien, Global Hospital. On échangeait avec nos collègues indiens et leur soumettant des cas cliniques que nous avions. De temps en temps il avait des thèmes autour de telle ou telle spécialité ce qui nous aidait. Cette expérience a duré de 2006 à 2008. A cette époque nous n'avions pas beaucoup de spécialistes à Djibouti. Depuis la médecine a fait des progrès et nous avons en moyenne une dizaine de spécialistes par spécialité et la spécialité la plus fournie est celle des pédiatres, nous avons 27 pédiatres. Compte tenu de la forte concentration des médecins à Djibouti, la télémédecine peut beaucoup nous apporter pour aider les régions de l'intérieur. Cependant le cadre déontologique n'a pas encore été mis en place et on ne peut pas faire de la télémédecine actuellement. La mise en place du cadre déontologique est nécessaire d'abord pour protéger le patient et nous protéger nous les médecins. Il faut mettre le cadre légal de cette activité. La question des gains économiques a particulièrement attiré mon attention. Il faut que lorsqu'un patient vient des localités de l'intérieur, il est toujours accompagné par 4 ou 5 membres de sa famille. Vous imaginez ce que cela représente comme coût ? Ce sont les familles installées à Djibouti ville qui aident la famille qui s'est déplacée. Autre fait, souvent lorsqu'il y a des accidents de la route dans les régions de l'intérieur des images nous sont envoyés par WhatsApp pour préparer les urgences à accueillir l'accidenté et à agir très vite et à préparer l'équipe médicale qui va intervenir en fonction des blessures. C'est une forme de télémédecine qui existe déjà dans les urgences à



Djibouti.

Docteur Ahmed Assakaf, pédiatre : Lorsque j'ai été invité je pensais qu'il y aurait un expert de la Côte d'Ivoire en présentiel et j'ai été surpris de constater que l'on est en Webinaire avec toute la société civile. C'est la première fois que je vois cela à Djibouti et je tiens à féliciter Bender-Djedid. C'est le COVID-19 qui a permis de développer le télétravail. En tant que médecin je suis ravi à l'idée de voir la télémédecine se développer à Djibouti.



Numérique et renforcement des capacités des OSC dans leur rôle d'information, d'éducation et de prévention dans les domaines de la santé et du bien-être : Quelles sont les principales difficultés rencontrées par les OSC qui travaillent dans ce domaine ? Comment pensez-vous que le numérique pourrait contribuer à résoudre certains de ces problèmes (exemple : amélioration de l'information et de la formation continue grâce à la formation à distance...)

Le groupe de travail a continué d'échanger sur cette question qui a nourri un ensemble d'idées sur les opportunités présentées par le Dr **DIBY Kouakou**

